







# L'Algérie révélée





ISBN: 978-2-35676-  
© Éditions Bouchène, Saint-Denis, 2014.



**GILBERT MEYNIER**

**L'Algérie révélée**  
**La guerre de 1914-1918**  
et le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle

Nouvelle édition revue et corrigée  
Préface de Pierre Vidal-Naquet  
Postface de André Nouschi

**ÉDITIONS BOUCHÈNE**



## Avant-propos

Ce livre, *L'Algérie révélée La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle*, est de nouveau publié juste un siècle après le début de la Première Guerre Mondiale, 33 ans après sa première édition chez Droz à Genève. J'en avais conçu le projet à l'automne 1968, une décennie après le 13 mai 1958 – j'étais alors, adolescent, engagé pour l'indépendance algérienne. De 1968 à 1970, j'ai enseigné à la jeune université de Constantine, alors logée dans la médersa de la rue Larbi Ben M'hidi, ex-rue Nationale – j'ai pu alors consulter goulûment les trésors des archives départementales. Je m'étais déjà avisé à Oran, en 1967-1968 que, si la guerre de libération, si proche encore, restait l'événement majeur pour les Algériens et le thème historique premier des médias, bien des gens – âgés et même plus jeunes, tels de mes étudiants notamment – se préoccupaient du passé antérieur ; et ils m'interrogeaient.

J'ai eu pour voisin à Constantine un ancien officier de l'ALN, professeur d'arabe, avec qui j'ai échangé sur ce sujet. Et auparavant, j'ai eu, durant les vacances d'été de ma jeunesse, pour voisin, dans le village natal de ma mère, un ancien combattant grand blessé de guerre qui avait été sergent au 3<sup>e</sup> Tirailleurs, régiment issu du Constantinois. Très loquace, il avait quelques notions d'arabe dialectal et il me montra le petit carnet où il écrivait, en caractères latins, les mots qu'il apprenait.

Or, la guerre de 1914-1918 n'avait jamais été l'objet d'une étude spécifique alors même que c'est peu après, avec l'émir Khaled, puis Messali Hadj, que la revendication nationale prit son envol politique. J'ose croire que c'est là un sujet susceptible d'éclairer les nouvelles générations qui, en France et en Algérie, le conçoivent sans doute moins, quand il est même des jeunes gens à avoir peut-être passablement oublié ce que fut la guerre d'indépendance.

J'ai mis onze ans à réaliser ma thèse, avec des allers-retours entre France et Algérie, entre plusieurs dépôts d'archives, de Vincennes à Pau, via Albi, Marseille, Lyon, Ivry. Et la relecture, la remise en forme et la mise à jour de la première édition n'ont pas été l'affaire d'un instant : j'ai cru bon de compléter la bibliographie, d'ajouter des notes infrapaginales, de refaire les index et le glossaire.

Je me suis aussi rappelé mes études à l'université de Lyon (1961-1966) – j'y ai milité à l'UNEF. Y régnait, chez les enseignants en histoire, l'école méthodique, en fait un positivisme classique, parfois agrémenté de références à l'école des Annales. Plus tard, du fait de lectures diverses, et d'échanges, après ma nomination

en 1971 à l'université de Nancy II, avec des collègues philosophes, sociologues et psychologues qui parlaient d'Althusser, Barthes, Lévi-Strauss, Balibar, Rancière... j'ai tenté de me hisser au structuralisme, j'ai parcouru Althusser, haut théoricien et communiste insolite. En fait, j'étais résolu à sortir des rangs des historiens dénommés positivistes – Ernest Lavis, Gabriel Monod, Victor Langlois, Charles Seignobos –, et même à dépasser l'école des Annales de Marc Bloch, Lucien Febvre, Henri Pirenne.

Mais je l'ai fait en me plongeant, d'abord dans Marx, et autres réputés marxistes : reviennent ici et là dans mon livre des termes estampillés : mode de production, conscience de classe, mais aussi idéologie et prévalence idéologique<sup>1</sup>, sans compter fausse conscience (j'ai parlé dans mon livre de « la fausse conscience coloniale de Clemenceau »), petits bourgeois, petite bourgeoisie, et bien sûr la sacrée idéologie dominante et son aboutissement en introjection idéologique : outre Althusser, c'était le temps des Deleuze, Boltanski, Bourdieu. J'ai écrit ce livre à une période de militantisme au SNESup à Nancy, j'avais une culture anti-colonialiste, je haïssais le cartiérisme, et même si je me sentais plus libertaire que communiste, je tenais à passer par Marx.

Bref, un marxisme, chez moi à peine distancié et imparfaitement dominé, mais « enrichi », aussi, d'autres modernismes à la mode de l'époque – en linguistique, en psychologie sociale (« cognitive dissonance » et « endogroupes » – terme se voulant scientifique pour ne pas parler de tribus, de clans, de communautés), en psychanalyse (le contenu latent et le contenu manifeste, le transfert, la mère archaïque), mais aussi des approches se voulant philosophiques (épistémologie, logique formelle – concepts empruntés aux kantiens –, la pensée positive, les pré-requis...) ; et le segmentarisme – Gellner m'a un temps séduit, qui m'évitait de mentionner tribus et tribalisme – il était rehaussé par la référence à Ibn Khaldoun, à la *'aṣabiyya*.

En relisant la première édition de mon livre, je l'ai ici et là corrigée et modifiée, mais le fond et le ton n'ont guère changé. En fait, ce qui restera de cette nouvelle édition de *L'Algérie révélée*, c'est le travail entrepris pour analyser les faits aussi rigoureusement que je l'ai pu – ou cru – d'après les archives et autres documents et témoignages, en espérant, qu'il permettra, sur cette phase de l'époque coloniale que j'ai cru voir comme décisive, de mieux comprendre l'évolution générale de l'histoire de l'Algérie, de ses mutations – ou de ses persistances – politiques, idéologiques et culturelles.

Gilbert Meynier  
mai 2014

1. J'avais lu peu avant la fin de ma thèse les recueils d'articles et de communications de Joseph Gabel, *Idéologies* [1], Paris, Anthropos, 1974, 358 p. ; *Idéologies* [2], *Althussérisme et stalinisme, ibid.*, 1978, 167 p.



## Préface

### L'Avant-guerre, la guerre, l'après-guerre

Le titre de ce livre, *L'Algérie révélée*<sup>1</sup>, définit assez bien son objet. *Naissance d'une nation* eût été un autre titre possible, et aussi celui-ci, que j'emprunte à la tradition de la révolution russe : *Répétition générale*. Répétition de quoi ? De l'insurrection de 1954-1962 ? Certainement non, bien que Gilbert Meynier consacre des pages saisissantes, dans la cinquième partie de son livre, à cette insurrection du Sud-Constantinois qui, en novembre 1916, préfigure de façon stupéfiante ce qui se passera dans cette même région des Aurès en novembre 1954. Mais répétition de la guerre mondiale comme facteur d'évolution, de transformation du nationalisme algérien, à coup sûr. Tous ceux qui – Charles-André Julien, André Nouschi, d'autres encore – ont eu à traiter de *l'Afrique du Nord en marche* ou de *la Naissance du nationalisme algérien* ont souligné le rôle décisif de la seconde guerre mondiale : affaiblissement de la France, prestige des mots d'ordre démocratiques et insurrectionnels, certes, mais aussi, tout simplement, participation directe de plusieurs centaines de milliers de Maghrébins à la guerre anti-hitlérienne. Faut-il rappeler – Gilbert Meynier n'y manque pas – le rôle des anciens sous-officiers de l'armée française, à commencer par Ben Bella et Boudiaf, dans l'état-major insurrectionnel de 1954 ?

Au centre de ce livre, il y a donc une guerre, guerre victorieuse sans doute, mais guerre pour laquelle la France eut besoin des Algériens. Comme le dit G. Meynier dans sa conclusion : « Fait majeur, pour la première fois, le pouvoir colonial doit composer, solliciter, séduire. » Sur le plan politique, cette volonté de séduction aboutit à la médiocre réforme Jonnart en 1919<sup>2</sup> : amorce d'autres tentatives qui, du projet Blum-Viollette en 1936 à l'ordonnance gaullienne du 7 mars 1944, s'efforceront de détacher une petite minorité d'Algériens auxquels certains droits sont consentis, sans qu'ils soient tenus d'abandonner leur statut personnel.

1. Par le titre même de son livre et par tout son exposé, G. Meynier prend le contre-pied de l'affirmation catégorique de C.-R. Ageron : « la guerre de 1914-1918 ne devait pas être pour l'Algérie musulmane cet accélérateur de l'histoire qu'elle fut pour tant d'autres peuples » (*Les Algériens musulmans et la France, 1871-1919*, P.U.F., 1968, p. 1139). Ageron consacre à cette période les p. 1139-1228 de son livre. Le « réveil » sinon la « révélation » est pour lui antérieur, mais il insiste sur l'importance de la conscription (1912) et conclut tout de même : « la guerre laboura néanmoins profondément l'Algérie musulmane. » (p. 1189).

2. À propos des velléités assimilationnistes qui s'étaient faites jour à la fin de la guerre, et dont il attribue l'échec au « simple véto de l'Algérie coloniale », C.-R. Ageron écrit : « On peut donc tenir que c'est en 1919 et dans les années d'immédiat avant-guerre qu'a été manquée la politique d'assimilation » (*op. cit.*, p. 1229). Mais a-t-elle été tentée ? Pouvait-elle être tentée ?

Mais d'une toute autre importance est l'intégration militaire : volontaires (dans l'Oranie, surtout) ou mobilisés, les Algériens ont participé à la guerre. Tirailleurs ou spahis, ils sont entrés dans une société militaire plus égalitaire que la société civile. Je connais peu de pages aussi fines que celles dans lesquelles Gilbert Meynier analyse, grâce à une documentation irréfutable, ce qui s'est alors passé : un combat et une double revanche, revanche française de 1870-1871, revanche algérienne de 1830. Étrange, étonnant paradoxe que celui du loyalisme des tirailleurs – n'oublions pas que le service militaire, quand on en réchappait, correspondait à une promotion sociale –, oui étrange paradoxe que celui de ce « loyalisme » qui n'empêchait pas *en même temps* le peuple algérien de souhaiter, quand il s'exprimait, la victoire des Turcs et de chanter les chansons en l'honneur de Hadj Guillaume (Guillaume II).

Un grand livre d'histoire, incontestablement, que celui de Gilbert Meynier. Si le mot dialectique a un sens, ce dont, à voir l'usage qui en est fait, je ne suis pas toujours persuadé, c'est un livre profondément dialectique. Un livre, d'abord, qui sait jouer sur l'immobile et sur le changeant. « Le colonialisme, disait Jean-Paul Sartre, est un système ». Et certes, le système est en place avant comme après la première guerre mondiale. Avant comme après, il y a deux sociétés superposées, le droit des uns qui exclut le droit des autres. Avant comme après, la représentation « algérienne » au parlement français est exclusivement européenne. Économiquement, la dépendance reste la même. C'est à peine si l'on peut parler, par la suite des difficultés des communications avec la métropole, d'un début d'industrialisation. Devant la misère, la maladie, la mort, les deux sociétés restent, avant comme après, fondamentalement inégales, et ceci bien qu'il s'agisse – et c'est bien le drame – de deux sociétés complètes.

Comme le dit fort bien G. Meynier, après la guerre, « dans les grandes lignes, pour le pouvoir colonial, rien n'a changé. En fait, tout a changé ». Comment résumer cette transformation qui s'amorce, du reste, *avant* même la guerre, ne serait-ce que par la multiplication des régiments de tirailleurs ? L'année 1921 correspond, sur le plan des données numériques démographiques au maximum de la présence française (européenne du sud, plutôt) en Algérie. Mais déjà, par rapport à 1914, s'est amorcé un phénomène considérable : la reconquête par les Algériens de leurs villes<sup>3</sup>. Dans presque toutes, en 1914, ils étaient minoritaires. Le mouvement commence à s'inverser au cours de la guerre. Il n'aboutira, on le sait, que beaucoup plus tard.

Mais ce sont les données idéologiques et politiques qui se sont le plus profondément modifiées. Dans les discours de l'émir Khaled, que Meynier analyse de façon très fine, montrant qu'il est aussi à son aise quand il s'agit de décomposer un texte que de comprendre une statistique, c'est bien le nationalisme algérien nouveau qui s'exprime, même si la revendication ne va pas encore jusqu'à la séparation. Et ce nationalisme est double : à la fois conséquence et héritage de la « présence française » et récupération, renaissance de la tradition arabe, berbère

3. La presse coloniale avait noté le phénomène et C.-R. Ageron le mentionne brièvement, *op. cit.*, p. 1167-1168.

et islamique. Petit-fils d'Abd El-Kader, mais aussi capitaine de l'armée française, Khaled symbolise assez bien ces deux sources du nationalisme algérien. Elles sont bien réelles et ont l'une et l'autre creusé en profondeur. Ont travaillé pour la renaissance nationale, ces « évolués », ces instituteurs formés à l'école normale de la Bouzaréa, dont le « mimétisme » français finissait toujours par se heurter à une limite. Mais ont travaillé aussi pour ce même et complexe nationalisme, ces intellectuels qui, dans les années qui précèdent la guerre de 1914, parfois sous l'influence d'orientalistes français, découvrent ou redécouvrent le passé arabomusulman, ces humbles gens qui, pendant la guerre, s'identifient aux combattants qui, dans la Tripolitaine voisine, mettent en déroute les Italiens, et qui parient pour le sultan turc, non, Meynier le montre bien, en sa qualité de khâlife, mais comme chef *politique* du monde islamique.

C'est, là encore, une histoire qu'on pourrait prolonger, et Meynier nous donne, dans ce sens, nombre d'indications : « Tous les chefs historiques de 1954 passent par l'école primaire française, quelques-uns par le secondaire. » L'école française, l'armée française, constituent un facteur de transformation, mais il y a aussi, comme l'a montré Yvonne Turin, « affrontement culturel » et l'idéologie nationaliste n'est pas simplement celle d'une République algérienne se mouvant dans le langage de la Révolution française<sup>4</sup>. Ben Bella débarquant à Tunis au lendemain de sa libération provoqua quelque surprise en insistant : « Nous sommes des Arabes ! Des Arabes ! Des Arabes ! ». Double source : il fallait, pour en rendre compte, accepter de se donner une double culture, celle qui était familière à Gilbert Meynier en sa propre qualité de produit de l'université française, et celle qui lui a permis de lire, de comprendre, d'interpréter les sources arabes, elles aussi, il est vrai, imprégnées par le français : *politique* et *république* ont pénétré dans le dialecte algérien. Pour rendre compte de ce phénomène tout à la fois d'acculturation et de rejet, il fallait un historien lui-même acculturé. C'est là un immense progrès par rapport à une époque, pas très lointaine, où l'on trouvait tout naturel d'écrire l'histoire de l'Afrique du Nord sans savoir un mot d'arabe et de berbère. Mais il faut ici s'interroger à un autre niveau.

Ce livre déjà massif, mais ne donnant qu'un petit nombre de références directes, est l'adaptation d'un livre beaucoup plus massif encore, une thèse de doctorat soutenue à Nice sous la direction d'André Nouschi, et qui sera prochainement mise à la disposition du public savant. Une thèse de doctorat est à la fois une pratique universitaire, un rite de passage comparable à d'autres rites et une œuvre qui se veut discours scientifique. Il arrive qu'entre la pratique universitaire et le discours scientifique il n'y ait pas obligatoirement accord. Il y a des thèses qui ont valu à leurs auteurs tous les honneurs et qui sont des travaux médiocres ne respectant pas la règle du jeu. Je ne crois pas que ce soit le cas, ni de la thèse, ni du livre de Gilbert Meynier.

4. Le livre d'André Mandouze, *la Révolution algérienne par les textes*, Maspero, Paris, 1960, a provoqué sur ce point quelques confusions, dues en partie au fait qu'il ne comprenait que des textes pensés et écrits en français.

« Nous vivons, écrit Pierre Nora au dos d'une collection célèbre, l'éclatement de l'histoire ». Je n'en suis pas absolument convaincu, et je crois toujours – mais peut-être est-ce précisément un acte de foi – à l'unité du travail historique. Je dirais même que nous avons, avec le livre de Meynier, un bel exemple d'histoire totale : utilisant toutes les sources, arabes, françaises, écrites, orales, publiques, privées, faisant varier tous les paramètres possibles. Voici une histoire de l'Algérie qui est une histoire des deux communautés et du pouvoir colonial qui s'appuie sur l'une pour dominer l'autre. Mais le lecteur sera frappé, comme je l'ai été moi-même, du souci qu'a eu Meynier de n'enfermer aucun des groupes humains qu'il étudie à l'intérieur d'un bloc : la région, la classe sociale, le sexe, la profession, l'idéologie, toutes ces variables possibles sont utilisées. L'accent est mis, quand cela est nécessaire, sur le rôle des intermédiaires « ethniques » : Juifs, Mozabites, Kabyles, ou professionnels : sous-officiers, instituteurs, colporteurs. Les oppositions au sein du pouvoir politique sont marquées : Lutaud le jacobin face à Jonnart, l'« indigénophile » et le capitaliste ; les oppositions, mais aussi les limites en fin de compte très étroites à l'intérieur desquelles le jeu politique est possible, tant que la structure coloniale est en place. Du coup, disparaît une opposition dont on a beaucoup joué, celle de la « vraie France » et des « Français d'Algérie » ; elle disparaît en tant que réalité politique concrète, mais pour reparaître en tant que mythe, et à ce titre je serais le dernier à en minimiser l'importance. Véhiculé par les instituteurs, français mais aussi algériens, pris en charge par nombre de soldats et parfois de travailleurs algériens en France, ce mythe a été une force. Personne, je le répète, ne pourra reprocher à Gilbert Meynier de n'avoir pas joué le jeu, de n'avoir pas écrit un livre d'histoire, c'est-à-dire un discours vrai.

Mais de quelle Histoire ? Nos maîtres positivistes nous ont appris que l'histoire était l'établissement des faits. Il est parfois de bon ton, dans la gent historienne, d'en sourire. Tel n'est pas mon sentiment. Des polémiques récentes<sup>5</sup> m'ont rappelé que la simple, la modeste question de la vérité, de la réalité historique, avait son importance. L'*Introduction aux études historiques* de C. V. Langlois et C. Seignobos a été publiée en 1898, en pleine affaire Dreyfus, et comportait une dimension politique : il était capital, alors comme aujourd'hui, de s'assurer d'un certain nombre de faits, d'où le rôle éminent joué par des chartistes, Arthur Giry, Paul Meyer, ou des paléographes, Louis Havet, dans l'attribution du bordereau à Esthérazy ou à Dreyfus.

Pour ma part, mon premier livre d'histoire, en 1958, a été consacré à l'établissement d'un fait : la mort de Maurice Audin entre les mains de parachutistes français. Il portait sur la quatrième page de couverture un texte de Jaurès, extrait des *Preuves*, livre publié en 1898 et consacré à l'affaire Dreyfus, exemple mémorable d'une histoire immédiate.

5. Je fais allusion à ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Faurisson et je note que G. Meynier s'était, avant que cette affaire n'éclate, intéressé au précurseur du « révisionnisme français », Paul Rassinier, sur lequel il avait écrit quelques paragraphes lucides ; voir *Politique aujourd'hui*, janvier-février 1976, p. 60-62.

Dans ce domaine, celui de l'établissement des *faits*, Gilbert Meynier ne craint la censure de personne. Il a été, par exemple, le premier historien à établir sur la base d'archives militaires que des décimations avaient été opérées dans l'armée française en 1914 au préjudice essentiellement de soldats maghrébins<sup>6</sup>. Mais, et cette notation est caractéristique de la méthode suivie par Meynier et de son honnêteté intellectuelle, c'est au moment précis où il rappelle cet acquis de l'histoire *positive*, que Meynier nous met en garde contre le positivisme historique : « Les preuves archivistiques sont suffisamment abondantes et précises, concernant cette décimation, pour qu'aucun doute ne soit permis. Mais il est exclu que, pour de telles questions, on puisse se contenter des archives d'une institution – l'armée française – qui sont des produits de l'institution<sup>7</sup>. Aucun historien sérieux ne fera l'histoire des camps nazis ou du goulag avec les seules archives des camps ou du N.K.V.D. » Ce ne sont pas seulement les documents que nous devons interroger, mais leurs lacunes, leur silences. Il n'est pas de document qui ne soit en réalité problématique.

Quelle est l'hypothèse de base – je dirais presque le mythe fondateur du positivisme historique ? Soit un ensemble documentaire aussi complet qu'on puisse l'imaginer, et deux historiens également honnêtes, sérieux et travailleurs. Il n'y a aucune raison pour qu'ils n'écrivent pas exactement le même livre. Bien entendu, nous savons parfaitement qu'il n'en est rien. Prenons les choses autrement. Quiconque affirme que le capitaine Dreyfus fut coupable de trahison, que les nazis n'ont jamais utilisé de chambres à gaz pour exterminer les malades mentaux, les Juifs et les Tziganes, que la torture n'a pas été employée, ou n'a été employée que très épisodiquement, par la police et l'armée française pendant la guerre d'Algérie, que le goulag n'est pas une institution de l'Union Soviétique, quiconque affirme tout ou partie de ces assertions est, non un historien, mais un imbécile, un menteur ou un faussaire. Mais le fait d'admettre la vérité, de la connaître, ne constitue qu'une base commune à partir de laquelle les variations les plus extraordinaires sont concevables. Quelle est la place de l'affaire Dreyfus dans l'histoire de la 3<sup>e</sup> République entre 1894 et 1900, de l'extermination des sous-hommes dans la politique du 3<sup>e</sup> Reich, de la torture comme institution de la guerre d'Algérie, du goulag dans l'U.R.S.S. depuis sa naissance jusqu'à nos jours ? Quelle place devons-nous donner à ces institutions, à ces événements, dans nos œuvres historiques ? Les réponses peuvent varier, chacun le sait, depuis une ligne en

6. « Pour l'exemple. Un sur dix ! les décimations en 1914 », *Politique aujourd'hui*, janvier-février 1976, p. 55-70, article dont les conclusions sont rappelées dans le présent livre, II<sup>e</sup> partie, chapitre IV. Les conclusions de Meynier s'appuient sur les archives des divisions ; celles opposées de G. Pédroncini (dont les livres, *Les Mutineries de 1917*, P.U.F., Paris, 1967, et *1917. Les mutineries de l'armée française*, Julliard, Paris, 1968, débordaient leur sujet immédiat) s'appuyaient essentiellement sur les archives de la justice militaire.

7. Il y a là matière à réflexion et à discussion. Les archives d'une institution expriment certes cette institution, mais elles peuvent le faire de façon à ce point transparente pour l'historien extérieur à l'institution que le décodage ne pose pas de problèmes particuliers. Cette remarque n'enlève rien à la nécessité, soulignée par Meynier, d'interroger aussi les victimes d'une institution.

passant, voire une note en bas de page<sup>8</sup>, jusqu'à l'envahissement complet, faisant disparaître tout le reste. Et, bien entendu, le problème de la « quantité » n'est pas seul en cause.

Il est, en vérité, à ces questions deux sortes de réponses. Les unes sont fondées sur des *doctrines*<sup>9</sup>. Il est des doctrines – le marxisme en est l'exemple le plus connu – qui hiérarchisent le divers historique et fournissent un instrument de classification, avec le danger, toujours latent, d'inciter l'historien à remplir toutes les cases, même lorsqu'elles sont vides. Gilbert Meynier appartient incontestablement, comme un très grand nombre d'historiens contemporains, à ce qu'on a appelé la « dérive » marxiste, je ne vois aucun signe qui permette de le ranger parmi les doctrinaires.

L'autre type de réponse est fondé sur les *valeurs*. On reprochera au mot son caractère un peu vague, mais je n'en ai pas d'autre à ma disposition. Il est évident qu'à documentation et honnêteté scientifique égales, deux historiens n'écriront pas le même livre suivant qu'ils estiment qu'il est bon, qu'il est mauvais ou qu'il est indifférent, de torturer des prisonniers ou d'exterminer des malades mentaux ou des représentants d'une autre « race ». Je n'affirme pas qu'ils ne pourront pas écrire ce qu'il est convenu d'appeler de *bons* livres. Après tout, d'excellents travaux sur la société esclavagiste aux Antilles françaises, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ont été écrits par un authentique esclavagiste, G. Debien, et il y a chez Gilberto Freyre, historien d'une autre société esclavagiste, celle du *Nordeste* brésilien, une authentique sympathie pour les propriétaires d'esclaves et la civilisation qui était la leur. À la limite je peux concevoir un grand livre sur Auschwitz écrit par un admirateur des nazis (j'ai tout de même quelque doute à ce sujet). Ce que j'affirme, c'est que, selon les valeurs qui sont celles de l'historien, les livres qu'il écrit seront différents.

J'ignore s'il existe des problèmes historiques – je n'en ai pas rencontré jusqu'à présent – où la question des valeurs puisse ne pas se poser du tout, mais ce n'est certainement pas le cas de ce qui fait l'objet du livre de Meynier. Personne ne pourra lui reprocher, à ce propos, mensonge ou dissimulation.

J'ai connu Gilbert Meynier deux ans après la fin de la guerre d'Algérie, en 1964 à Lyon où j'enseignais l'histoire grecque. Il commençait alors à préparer l'agrégation d'histoire qu'il devait « décrocher » en 1966. Je me souviens d'un étudiant dont l'« insolence » me frappa, je veux dire sa liberté de ton par rapport aux enseignants. Nous sommes dans la préhistoire de 1968. Aucune attache familiale ne prédisposait ce fils d'instituteurs, né en 1942, à s'intéresser à l'histoire de l'Algérie. En fait, c'est bien la guerre qui établit son rapport à notre colonie, la guerre contre laquelle il milite dès 1957, à l'âge de quinze ans, adhérant une fois étudiant à l'U.N.E.F. dont on se rappelle le rôle capital qu'elle joua entre 1960 et 1962. Cela ne l'empêche pas de participer, avec d'autres camarades de l'U.N.E.F., à l'accueil des Pieds Noirs sur l'aéroport de Bron, pendant l'été 1962, lors du grand ébranlement qui les chassa d'Algérie. À juste titre, il voit en eux des victimes – certes marginales, mais

8. Voir par exemple ce que dit de la torture R. Le Tourneau, *Évolution politique de l'Afrique du Nord musulmane*, Colin, Paris, 1962, p. 419 (« la torture le cas échéant »).

9. Je laisse de côté, provisoirement, les idéologies.



des victimes quand même – du « projet » impérial français. C'est là un thème que le lecteur aura plus d'une occasion de découvrir dans son livre.

De la lutte contre la guerre d'Algérie, Meynier passera progressivement – le choix du sujet de thèse ne sera fixé qu'en 1968 – à l'étude de l'histoire algéro-française, et c'est en quoi il se différencie de moi qui, dans ce drame, ai essentiellement étudié la dimension française, sans doute parce que c'étaient les valeurs françaises dont le destin me paraissait menacé par la répression colonialiste. Gilbert Meynier séjourna donc en Algérie, pendant les étés 1963 et 1964, donnant des cours d'alphabétisation – en français – et de rattrapage, puis de 1967 à 1970 comme coopérant, d'abord au lycée (français) d'Oran puis à la faculté des lettres de Constantine où il contribua à mettre sur pied l'enseignement de l'histoire.

Cette biographie est déjà indicative de valeurs. Et de fait on trouvera ces valeurs présentes tout au long du livre. Comment les définir ? Le mieux est peut-être ici de citer ce que dit Meynier de Jaurès, en montrant comment, à la veille de 1914, il est presque le seul à avoir pris vraiment la mesure des enjeux de l'impérialisme colonial<sup>10</sup> : « Vis-à-vis des peuples étrangers, Jaurès est original, qui désire sincèrement que soit tentée au Maroc, la collaboration des deux civilisations, l'euro-péenne et la musulmane, mais en montrant logiquement que le capitalisme exploiteur n'y pourra parvenir. Surtout, il ne développe pas de considérations normatives au sujet de l'une ou de l'autre. C'est cette attitude ouverte de pluralisme culturel qui fait de Jaurès un anticolonialiste. Ne se contentant pas des schémas économistes des guesdites, il ouvre une brèche dans le mur de l'idéologie pour laquelle il n'est de bonne civilisation que française. Il estime que l'asservissement d'une nation par une autre constitue une « affaire Dreyfus permanente ». Une attitude ouverte de pluralisme culturel... Il est des valeurs qui constituent des obstacles au travail historique. Ce n'est certes pas le cas de celle-là. Deux siècles avant Jaurès, Vico disait les choses autrement. Il soutenait que chaque époque de l'histoire est en « communication immédiate avec Dieu ». Le pluralisme culturel étend à l'espace ce que Vico – un des pères fondateurs de l'historiographie moderne – situait dans le temps. Mais assumer le pluralisme culturel, c'est aussi assumer les affrontements culturels, c'est prendre la mesure de leur violence, quand une culture en écrase une autre. Comme le disait, dans le journal *Islam* du 27 juin 1914, un colon, maire du Télagh, « la haine est un sentiment humain » ».

Cela étant dit, il est possible, à partir du livre de Meynier, et à travers ce livre, en le prenant constamment comme référence et comme exemple, de poser un certain nombre de problèmes plus précis.

Tout au début de son livre, Gilbert Meynier pose cette question : « En quoi la guerre fait-elle évoluer les Algériens ? » Mais, il me pardonnera cette indiscretion, il avait d'abord écrit : « En quoi la guerre fait-elle évoluer les historiens ? » Un freudien dirait volontiers que par ce lapsus s'éclaire, et le contenu manifeste, et le contenu latent de l'ouvrage. Le sujet traité, à mon sens magistralement, est, en effet : en quoi la guerre de 1914-1918 a-t-elle modifié le comportement politique,

10. Il faudrait évidemment renvoyer ici à tous les travaux de Madeleine Rebérioux.

social, idéologique des Algériens ? Mais, à l'arrière-plan, une autre question est posée. Ce livre, et quelques autres avec lui, la belle thèse, par exemple, d'une aînée de Gilbert Meynier, Annie Rey-Goldzeiguer, sur la politique algérienne de Napoléon III<sup>11</sup>, ne portent-ils pas l'empreinte d'une autre guerre, celle de 1954-1962 ? Quand on lit par exemple, dans ce dernier ouvrage, des titres de parties ou de chapitres qui s'appellent : « L'année de l'espoir », « la révolte coloniale », « les masses algériennes en mouvement »<sup>12</sup>, impossible de ne pas songer à d'autres temps que ceux du Second Empire.

La question posée mérite qu'on y réfléchisse sérieusement. Elle ne comporte pas de réponse simple et univoque. La guerre met les peuples en mouvement, elle tranche brutalement des questions, mais elle ne favorise pas que la lucidité : elle provoque aussi des formes de paranoïa et des délires idéologiques auxquels les intellectuels, et parmi eux les historiens, sont, c'est le moins qu'on puisse dire, loin de toujours échapper, trop portés qu'ils sont à « servir » les pouvoirs anciens et nouveaux – « servir le peuple », c'est parfois, tout bonnement, servir le gouvernement –, des partis anciens ou nouveaux. Idéalement, le mouvement de l'histoire suscite des questions, il ne dicte pas – il ne doit pas dicter – de réponses. Depuis Hérodote et Thucydide, il y a entre le discours historique et le discours politique, parenté, mais aussi risque de confusion. L'histoire n'est pas la guerre continuée sur un autre terrain.

Disons un mot, par exemple, de ce qu'a provoqué, directement, la guerre d'Algérie. Du côté français, je veux dire du côté de la guerre menée par la France et parfois, assez faiblement, combattue par des Français, passons sur des chroniques comme celle d'Yves Courrière, ou sur un sujet plus limité, celle de H. Hamon et P. Rotman<sup>13</sup>, sur les publications de documents, sur les « dossiers secrets » (comme ceux de Claude Paillat), sur les mémoires, sur les ouvrages inspirés par la nostalgie, tous travaux qui ont leur utilité, c'est un fait que la meilleure étude, la seule à envisager pleinement l'arrière-plan économique, presque la seule à être une histoire au sens scientifique du terme, est dûe à un Allemand, Hartmut Elsenhans, et n'a même pas été traduite en français<sup>14</sup>.

Une autre histoire de la guerre qui veut être à la fois celle de la guerre française et celle de la guerre algérienne a commencé récemment à paraître<sup>15</sup>. Elle est loin d'être

11. Annie Rey-Goldzeiguer, *Le Royaume arabe. La politique algérienne de Napoléon III, 1861-1870*, Alger, Société nationale d'édition et de diffusion, 1977 ; j'attire l'attention sur ce livre excellent parce que, publié à Alger il y a quatre ans, il est à peu près introuvable en France, même dans les grandes bibliothèques ; cela dit, les quelques paragraphes que je consacre à l'historiographie algérienne en France ne constituent pas un palmarès que je n'ai ni la compétence ni le goût de dresser.

12. J'ai supprimé les dates qui précisaient certains de ces titres.

13. *Les Porteurs de valises*, Paris, Albin Michel, 1978, ouvrage bien informé, mais trop centré sur Paris.

14. H. Elsenhans, *Die Französische Algerienkrieg, 1954-1962, Entkolonisierungsversuch einer kapitalistische Metropole um Zusammenbruch der Kolonialreich*, Munich, 1974. Elle a finalement été traduite aux frais de l'auteur, et publiée sous le titre *La Guerre d'Algérie 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République*, préface et bibliographie de Gilbert Meynier, Paris, Publisud, 2000, 1072 p.

15. H. Alleg (éd.), *La Guerre d'Algérie, I, De l'Algérie des origines à l'insurrection : le torrent souterrain* par H. Alleg ; *les occasions perdues* par H. J. Douzon, Temps Actuels, Paris, 1981.



dépourvue d'intérêt mais, à en juger par son premier volume, elle n'échappe ni au réductionnisme idéologique, ni au gommage des conflits dont il serait inconvenant de parler, ni au manichéisme qui insiste de façon accablante – avant le 26 avril 1981 – sur les crimes de la S.F.I.O. ou des futurs membres du Parti socialiste, et les vertus du P.C.F.<sup>16</sup>

Du côté algérien, la seule œuvre significative, en dehors des mémoires ou des témoignages individuels, est celle, en vérité admirable, de Mohammed Harbi<sup>17</sup>. Encore faut-il dire ce qui a dû être dominé pour en arriver là. Des pans entiers de l'histoire de la lutte avaient été occultés par les idéologues du groupe des vainqueurs et des survivants, à commencer par le rôle joué par Messali Hadj et le M.N.A. Comme le dit Ch.-R. Ageron, l'histoire de la guerre semble devenue, en Algérie, « le récit dogmatique d'une époque dont la propriété exclusive appartiendrait au peuple et au Front de libération nationale »<sup>18</sup>; et comme le dit, plus fermement encore, M. Harbi : « Le passé, en Algérie, doit redevenir le patrimoine de chacun. Privé de mémoire, un peuple peut errer longtemps dans les ténèbres. Pour qu'une réflexion collective éclaire les problèmes actuels de l'Algérie et soit éclairée par eux, un préalable est requis : l'accès de tous à l'information. L'histoire, on le sait, est une reconstruction. Les mêmes matériaux peuvent donner naissance à des interprétations différentes. Les archives de la révolution algérienne ne doivent pas rester le monopole de gardiens jaloux, hommes de pouvoir ou opposants, qui gèrent le passé sans que personne ne soit en mesure de les contester. »<sup>19</sup> Mais il faut remonter bien plus haut dans le temps pour rendre compte de cette difficulté à écrire l'histoire algérienne et française de l'Algérie. Gilbert Meynier ne manque pas de le rappeler à plusieurs reprises, le travail historique, même le plus sérieux, a accompagné l'histoire de la présence française en Algérie comme un élément de justification de celle-ci. Cela a été vrai, jusqu'à la caricature, pour les historiens de l'Afrique romaine<sup>20</sup>. Cela a été vrai, tout aussi bien, de l'œuvre des orientalistes et des arabisants, de beaucoup, non de tous<sup>21</sup>. Une œuvre comme celle d'Emile-Félix Gautier, dont l'influence fut indiscutable, reposait sur un postulat assez simple : l'inaptitude congénitale des populations « indigènes » de l'Afrique du Nord à une vie politique autonome. On est tenté d'appliquer à cette historiographie, dans

16. Ces remarques portent principalement sur les pages rédigées par H. J. Douzon ; ce qui est dû à H. Alleg pose moins de problèmes mais n'échappe pas au schématisme et manque parfois d'information.

17. M. Harbi, *Le F.L.N. mirage et réalité; des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Jeune Afrique, 1980 ; *Les Archives de la révolution algérienne* rassemblées par M. Harbi, postface de C.-R. Ageron, Jeune Afrique, Paris, 1981. On ne peut guère citer auparavant que les travaux de M. Lacheraf qui ont eu le mérite de placer la guerre d'Algérie dans la longue durée.

18. C.-R. Ageron, postface à *Archives*, p. 534-535.

19. M. Harbi, *Archives*, p. 11.

20. Voir par exemple l'« introduction » de M. Benabou à *La Résistance africaine à la romanisation*, Maspero, Paris, 1976.

21. Les pages les plus lucides que je connaisse sur ce difficile sujet sont celles de Maxime Rodinson, *La Fascination de l'Islam*, Maspero, Paris, 1980 ; le livre d'E.W. Saïd, *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, traduction C. Malamoud, préface de T. Todorov, Seuil, Paris, 1980, n'échappe pas toujours à l'excès et à l'erreur.

ses rapports à la colonisation, le mot de Casamayor sur la magistrature devant la bourgeoisie : elle ne lui est pas vendue, elle lui est acquise.

Et sans doute le discours dominant fut-il largement contredit<sup>22</sup>, mais c'est un fait que la novation, dans ce domaine, est venue des géographes<sup>23</sup>, avec des recherches comme celles de H. Isnard et de J. Dresch (et à leur suite d'A. Prenant et Y. Lacoste), des ethnologues (J. Berque, G. Tillion), des sociologues (P. Bourdieu). Ayant achevé mes études d'histoire en 1955, au début de la guerre d'Algérie, je puis témoigner de l'importance décisive, pour les historiens de ma génération, de l'enseignement et des livres de Dresch et de la lecture de la thèse, toujours aujourd'hui partiellement inédite, de H. Isnard, sur la vigne en Algérie<sup>24</sup>. Étrange évolution qui reproduit, avec quelques dizaines d'années de retard, celle de l'ensemble de l'historiographie française<sup>25</sup>. Incontestablement la guerre a, très rapidement, fait réfléchir les historiens – sans parler de ceux qu'elle a mobilisés –, a élargi leur horizon, a suscité de nouveaux champs d'études. On pourrait dater, symboliquement, cette transformation, avec la publication, en 1961, d'une thèse comme celle d'André Nouschi, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'à 1919* : double déplacement de la ville vers la campagne, de l'Algérie la plus européanisée vers celle qui fut la moins pénétrée par la colonisation<sup>26</sup>.

Il importait, indiscutablement, de « décoloniser l'histoire »<sup>27</sup>. Des historiens maghrébins, tout particulièrement A. Laroui, s'y sont employés au même titre que des historiens français, mais, comme on pouvait s'y attendre, il existe maintenant depuis de longues années, un discours nationaliste qui est purement et simplement l'inversion du discours colonial : une éternelle Algérie défendue glorieusement par l'éternel Jugurtha, contre l'éternel colonisateur<sup>28</sup>. Il existe aussi un délire idéologique, qui permet à tout un chacun de refaire un passé, taillé sur mesure aux ordres des besoins du présent : par exemple, à soutenir que « les Berbères sont

22. La place et la compétence me manquent pour situer, comme elle le mériterait, dans son évolution, une œuvre importante comme celle de Charles-André Julien, dont on verra, à la fin de ce livre, les débuts politiques. Beau sujet qui devrait tenter un historien. Il est certain que pendant la guerre d'Algérie, elle a joué un rôle dans la décolonisation des esprits. De même devraient être étudiés des travaux historiques comme ceux de Marcel Emerit.

23. Bien entendu, il y a eu aussi une géographie d'esprit colonial, l'œuvre d'Augustin Bernard, par exemple, à laquelle se réfère Meynier, ou celle, beaucoup plus récente et qui alla jusqu'à justifier les « regroupements » de population, pendant la guerre, de X. de Planhol.

24. Hildebert Isnard, *La vigne en Algérie : étude géographique*, 2 vol., Gap, Ophrys, t. 1 : 278 p., t. 2 : 537 p.

25. Des recherches comme celles de Lucette Valensi montrent que, dans ce domaine, la fusion des disciplines est désormais accomplie.

26. Il arriva à Nouschi de signer « Algerianus » dans un des petits journaux qui luttèrent contre la guerre d'Algérie. En 1961, fut publiée aux Éditions de Minuit l'*Histoire d'un parjure* de Michel Habart, qui provoqua une violente polémique sur l'état de l'Algérie en 1830 et les débuts de la conquête. Malheureusement Michel Habart n'a jamais publié le dossier qu'il a rassemblé sur ces sujets et qui aurait permis de sortir la polémique du terrain idéologique. Le livre a depuis été réédité à Alger (ANEP, 2002).

27. Selon le titre d'un livre, en lui-même assez malheureux, de M. Sahli, Maspero, Paris, 1965.

28. Voir l'introduction déjà citée, de M. Benabou.

d'origine arabe, ethniquement et culturellement»<sup>29</sup>. Après nos ancêtres les Gaulois... Entre le positivisme, la tradition coloniale, et la réfection idéologique de l'histoire, comment se situe le livre de Gilbert Meynier ? À mon avis, pour l'essentiel, à la bonne distance, et c'est précisément ce qui en fait la très grande qualité. Je l'ai déjà dit : cet historien authentique n'occulte pas les *valeurs* qui sont les siennes, et qui sont présentes dans le tissu même de sa recherche. Quand Jaurès commença à publier, en 1898, son *Histoire socialiste*, les recenseurs, d'une manière générale, s'accordèrent pour louer l'œuvre et pour critiquer le titre. Comment pourrait-il y avoir une histoire socialiste, une histoire radicale, une histoire réactionnaire ? L'histoire est et doit être une. En réalité, quand Jaurès donna ce titre à son histoire, il n'était nullement imprégné par ce qu'on appellera plus tard, après la révolution russe, « l'esprit de parti en histoire » et qui provoquera les désastres que l'on sait. L'histoire de Jaurès était « socialiste », d'abord parce qu'elle mettait l'accent sur ces masses humaines dont les socialistes voulaient modifier radicalement le sort, ensuite parce que l'avenir qu'il voyait poindre à l'horizon de son histoire de la France depuis 1789 était celui d'une France socialiste.

On est là au nœud d'une difficulté réelle, car le danger, pour l'historien non positiviste précisément, est double : il est dangereux de considérer l'avenir comme révélé à l'avance, et par conséquent de ne sélectionner dans le passé, que ce qui est en marche, en quelque sorte vers l'avenir ; mais il est dangereux aussi de s'aveugler sur les rythmes du mouvement historique et de voir, à chaque petit tournant de la vie politique, une « occasion perdue », un chemin par lequel l'histoire aurait pu s'engager vers un avenir entièrement différent. D'un côté une histoire programmée jusque dans le plus petit détail, de l'autre une histoire ouverte sur le champ infini du possible. Est-ce de ma part centrisme ou prudence théorique ? Ni l'une ni l'autre ne paraissent possibles, scientifiquement parlant, ni d'ailleurs souhaitables.

L'histoire de l'Algérie selon Gilbert Meynier est tout le contraire d'une histoire fermée. Voyons, par exemple, comme il analyse ce qui s'est passé, principalement dans les villes de l'Ouest, Oran et Mostaghanem, vers la fin de la guerre, au sein de la classe ouvrière : « Les chemins de fer et les tramways se mettent à recruter des employés algériens pour compenser leurs pertes en main d'œuvre causée par la mobilisation. La guerre a donc pour effet de provoquer l'afflux de main d'œuvre dans les villes. Par la force des choses, cette main d'œuvre est plus souvent algérienne. Au lendemain de la guerre, l'embryon de prolétariat comprend, côte à côte, des hommes des deux communautés. Or, les conditions objectives d'une solidarité de classe s'affirment pendant la guerre. » Et Meynier consacra le début de son dernier chapitre à approfondir cette remarque. Des syndicats se constituent qui non seulement s'ouvrent aux travailleurs algériens mais dans lesquels ils sont parfois majoritaires. Aux yeux des colons les plus conscients de leurs privilèges, « le danger est grand de

---

29. C'est ce qu'enseigne, selon D. Junqua (*Le Monde*, 3 juillet 1981) un universitaire algérien, le docteur Otmane Saadi ; le même article nous apprend, du reste, que cette thèse n'a pas force de loi dans l'Algérie contemporaine.

voir rejetée cette structure de la méconnaissance qu'est typiquement la barrière coloniale. La domination coloniale risque d'en pâtir : un front de classe pourrait, à terme, déboucher sur une structure pluricommunautaire ou une symbiose bi-nationale». Meynier ne se fait pas d'illusions sur ce que l'Oranie a d'exceptionnel : présence massive d'un prolétariat espagnol dans les villes, par exemple, qui donne le ton. Il sait que la lutte des classes – opposée à la lutte nationale – a été bien souvent l'alibi du racisme. Mais il a raison de s'émerveiller quand le bureau, composé en majorité d'Algériens, du syndicat des dockers de Mostaghanem, décide, le 20 novembre 1919, «de refuser l'embarquement des alcools tant que le prix du vin à la consommation dépassera 15 sous. Des dockers musulmans mobilisés pour du pinard moins cher, le fait est insolite mais il est significatif d'un climat». Et Meynier commente avec raison : «Croire ou feindre de croire que la barrière coloniale ne traverse qu'en Algérie la société est une contre-vérité historique. Si l'on voulait peser le racisme respectif des ouvriers français de France et celui de leurs camarades européens d'Algérie, il n'est pas du tout sûr que la balance tomberait du côté de ceux-ci. L'histoire comparative aimerait savoir combien de syndicats, en France, même dans des secteurs à majorité algérienne, se donneront des dirigeants algériens.»

Il n'y eut pourtant pas de structure «pluricommunautaire» ni de «symbiose bi-nationale». Gilbert Meynier en est à ce point conscient qu'il a choisi de réserver le nom d'Algériens aux seuls musulmans – au contraire par exemple de C.-R. Ageron qui a intitulé sa propre thèse, publiée en 1968, *Les Algériens musulmans et la France*<sup>30</sup>.

Il y a là un choix délibéré, un choix incorporé au sujet même du livre, tel que l'exprime son titre. Si l'Algérie est révélée, c'est parce que la communauté musulmane, l'*ouma al mohammedia*, la nation abstraite, a été remplacée par la nation concrète formée par les musulmans d'Algérie et par eux seuls.

Contre ce choix capital qu'a fait Meynier et en toute conscience, la tradition positiviste aurait de quoi protester. Car, dans leur immense majorité, les textes sur lesquels s'appuie Meynier ne disent rien de tel. C'est lui qui parle des Algériens, ce ne sont pas les documents. Les textes parlent des Arabes, ou des Kabyles, ou plus souvent encore des «indigènes». On ne faisait pas toujours le détail et il arriva un jour à Albert Thomas, pourtant normalien et disciple de Jaurès, d'écrire à propos des Kabyles, ces montagnards sédentaires, que «le goût des voyages, inhérent à leur race», fait qu'«ils sont naturellement nomades». Meynier donne encore beaucoup d'autres exemples de ces ignorantes confusions. Mais dans la grande majorité des textes cités par Meynier, les «Algériens», ce sont les Européens d'Algérie, les Français et ceux qui ont vocation à devenir Français. René Viviani, le président du conseil de 1914, avocat et orateur classique qui apprenait chaque année par cœur une tragédie de Racine pour entretenir sa voix, est

30. Dans son livre Ageron hésite entre deux solutions : respecter le vocabulaire de l'époque ou parler effectivement d'Algériens musulmans et européens. C'est un parti-pris, ce n'est pas une obligation. Il a, depuis lors, publié un livre intitulé *L'Algérie algérienne de Napoléon III à de Gaulle*, Sindbad, Paris, 1980.

un « Algérien », parce qu'il est né à Sidi Bel Abbès, et la *Dépêche parlementaire* écrit à son sujet, en juin 1914 : « Cet Algérien a les défauts de sa fâcheuse origine ». On touche ici à une question qui ne fut pas simple à trancher : qui sont les Algériens et qui sont les Français ? Tous Algériens ou tous Français ? Quand le maire d'Aïn Beïda, en août 1914, dans l'atmosphère de l'union sacrée, proclame : « il n'y a plus sur la terre d'Afrique que des Français, indissolublement unis et solidaires pour la défense du sol sacré de la patrie », il annonce très exactement ce que sera le discours « intégrationniste » entre 1956 et 1960, ou les mots de de Gaulle, au forum d'Alger, le 4 juin 1958 : « 10 millions de Français ». Maurice Thorez salue, lui, le 11 février 1939, en l'Algérie, une nation en formation, une nation « qui se constitue dans le mélange de vingt races »<sup>31</sup>, et, à la veille de l'indépendance, le G.P.R.A. publie une anthologie d'auteurs « algériens », européens et musulmans (l'un des textes était d'Albert Camus), sous le titre : « Tous Algériens ».

Ce sont là, de part et d'autres, des choix, des espérances idéologiques. Le choix correct pour un historien est, je crois, celui qu'a fait Meynier ; non parce qu'il prophétise l'avenir, mais l'avenir est déjà le présent, s'inscrit dans les consciences pendant la période étudiée. Sans doute Meynier le note-t-il lui-même : « Le terme d'Algériens ne s'impose vraiment qu'entre les deux guerres », mais il ajoute aussitôt : « Déjà les nouveaux rapports à l'autre en renforcent la légitimité. » Quand le petit groupe qui revendique l'égalité et l'assimilation appelle son organe *Le Jeune Algérien*, agissait-il par mimétisme ? Il y avait aussi à l'époque des « Jeunes Tunisiens » et des « Jeunes Turcs ». La valeur nationale du mot « algérien » triompha. Pour des raisons que Meynier rend évidentes, elle ne pouvait concerner ni les Européens de souche, ni les Juifs. Ce triomphe se fit-il tout à fait sans « mirage » pour reprendre le terme de Harbi ? Peut-être Gilbert Meynier glisse-t-il un peu de volontarisme historique dans la représentation qu'il se fait de l'unité nationale algérienne. Cette « attitude ouverte de pluralisme culturel » qu'il salue en Jaurès et que je salue chez lui, aurait dû, je crois, l'inciter à reconnaître, mieux qu'il ne l'a fait, la pluralité culturelle là où elle existe et demande, aujourd'hui encore, à exister.

Les cultures berbères sont-elles vraiment, à l'époque indiquée, en train de se fondre dans un ensemble algérien unifié ? On peut en douter, et le mot d'ordre d'une Algérie « une et indivisible »<sup>32</sup> est un de ceux que le nationalisme algérien a emprunté au colonisateur. Meynier constate avec des arguments sérieux que, dans la période qu'il étudie, il y a « kabylisisation des notables algériens ». Les Kabyles ont-ils le choix entre être un « peuple-classe » ou pas un peuple du tout ? Je me suis parfois demandé en lisant ce qu'il écrit autour de ce thème si, sur ce point, le discours politique ne l'avait pas emporté sur le discours historique. Mais suis-je certain moi-même d'échapper ici-même à ce péril ?

31. Ce discours est analysé de façon relativement critique par H. Alleg, *op. cit.*, p. 243-248.

32. L'expression figure dans la « Proclamation » du F.L.N. le 31 octobre 1954 (Harbi, *Archives*, p. 103) ; elle figurait aussi dans la constitution encore monarchique de 1791.



Quoi qu'il en soit, je n'entends pas terminer ces pages par cette remarque critique, la seule au demeurant que m'ait inspirée ce grand et beau livre.

Il m'est arrivé parfois de me demander mélancoliquement en le lisant : tout de même, si un ethnologue de la qualité de Jacques Soustelle avait lu un livre comme celui-ci, aurait-il agi comme il l'a fait de 1955 à 1962 ? Question en vérité absurde car la guerre n'avait pas encore fait évoluer les historiens.

PIERRE VIDAL-NAQUET

